

Dans la logique d'une nouvelle définition de la sécurité, les gens croient de plus en plus les superpuissances capables de régler les problèmes mondiaux. D'une personne sur trois seulement qui, en 1987, croyait aux capacités des États-Unis en la matière, on passe aujourd'hui à deux personnes sur trois. Et, alors qu'une personne sur quatre environ accordait la même confiance à l'Union soviétique en 1987, aujourd'hui, c'est plus d'un Canadien ou Canadienne sur deux qui le fait. La plupart des gens précisent que leur confiance en l'URSS s'est accrue dernièrement.

Dans le questionnaire, on a énuméré une série de caractéristiques et demandé aux personnes interrogées si chacune d'elles s'appliquait plus à l'URSS qu'aux États-Unis, aux deux pays, ou si elle ne valait pour

BIEN QUE L'ON S'ÉLOIGNE DES IMAGES CATÉGORIQUES DE la Guerre froide, les Canadiens et Canadiennes, comme l'ont montré des sondages précédents de l'Institut, ne considèrent pas que les deux superpuissances se valent exactement, du moins dans leurs actions et dans leurs motivations. Beaucoup plus de gens pensent que c'est l'URSS, et non les États-Unis, qui emploie la force militaire et cherche à dominer le monde, et beaucoup plus aussi estiment que les États-Unis se montrent plus disposés à négocier que l'URSS et qu'ils sont plus dignes de confiance que cette dernière dans des négociations.

Les Canadiens et Canadiennes ne sont pas encore convaincus que l'URSS n'est qu'une puissance ordinaire et pacifique. Plus de deux personnes interrogées sur trois ne sont pas d'accord ou pas du tout d'accord avec l'affirmation selon laquelle l'Union soviétique est une nation pacifique, qui ne souhaite se battre que si elle pense devoir se défendre. Elles ne trouvent pas non plus qu'un conflit européen soit inimaginable. La plupart des gens (60 p. 100) jugent qu'une guerre classique reste possible aujourd'hui en Europe. Le reste (40 p. 100) pense qu'elle est impossible, mais une poignée de gens seulement (5 p. 100) sont convaincus qu'elle l'est réellement.

Malgré M. Gorbatchev et en dépit du fait qu'en plus de quarante ans, ils n'ont pas attaqué l'Occident, les Soviétiques, pour parler familièrement, ont encore un pied dans la Guerre froide. Par conséquent, les Canadiens et Canadiennes soutiennent toujours les politiques traditionnelles conçues pour faire échec à cette menace militaire classique. Seule une petite minorité (16 p. 100) estime que la participation du Canada à l'OTAN n'est pas importante (90 p. 100 au moins affirment avoir entendu parler de l'Alliance atlantique). Fait plus révélateur encore, beaucoup de gens se disent favorables au maintien de forces canadiennes en Europe, et ce soutien n'a pas faibli depuis 1987, année où la question a été posée pour la dernière fois dans le sondage de l'Institut. Environ une personne interrogée sur quatre déclare que les forces canadiennes devraient être réduites ou retirées; trois sur quatre souhaitent leur maintien au niveau actuel, sinon leur accroissement.

À la question de savoir si ces troupes devraient être réduites au cas où l'Est et l'Ouest conviendraient de réduire sensiblement les forces militaires classiques stationnées en Europe, au moins 40 p. 100 des personnes interrogées ont déclaré que les effectifs canadiens devraient être maintenus à leur niveau actuel. (Le libellé précisait, mais sans assez insister au gré des experts militaires, que des réductions importantes du nombre des soldats canadiens risquaient de faire perdre aux unités visées leur efficacité militaire.) Un tiers environ (35 p. 100) des gens sont favorables à une réduction des troupes canadiennes dans une proportion égale à celles du reste des troupes stationnées en Europe, alors qu'un quart des gens (24 p. 100) préfèrent un retrait total.

En outre, la population canadienne se dit toujours disposée à défendre l'Europe s'il le fallait. Les six dixièmes des Canadiens et Canadiennes ou presque (58 p. 100) affirment que l'emploi de troupes canadiennes se justifierait si l'Europe occidentale était envahie. En matière de politique de défense, les Canadiens et Canadiennes semblent traditionnalistes dans un autre sens. Ils sont sceptiques quant aux nouvelles idées, comme la défense «non provocatrice» ou la «défense défensive». Les personnes interrogées pensent que ces idées, dont il est beaucoup question en Europe aujourd'hui, visent à «nous débarrasser d'armes qui pourraient servir à attaquer la partie adverse et seules des armes non menaçantes resteraient dès lors en service».

Diagramme 2 L'importance des problèmes mondiaux Indice (max. 100)

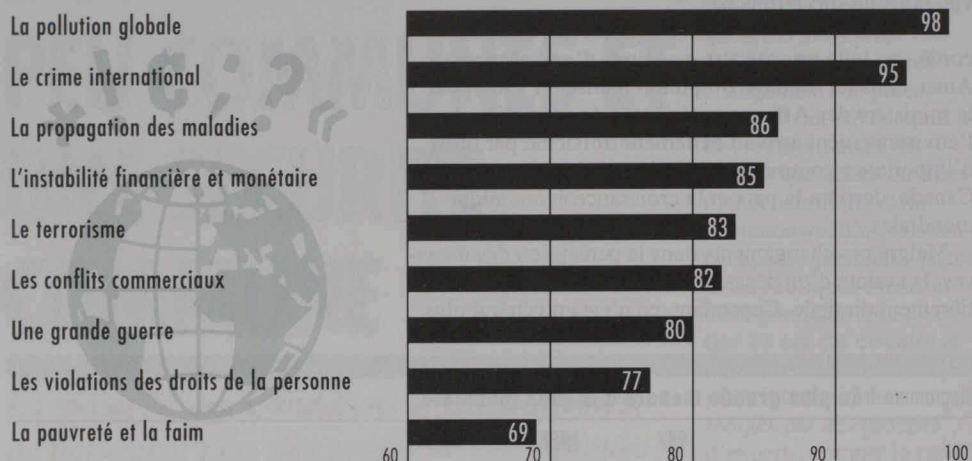
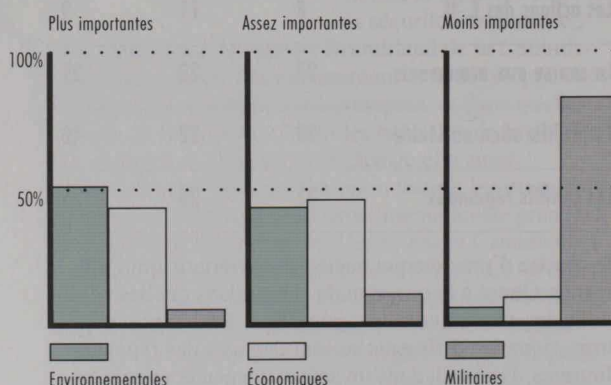


Diagramme 3 Trois types de menaces



aucun des deux. Ces caractéristiques étaient les suivantes : «veut dominer le monde»; «est disposé à négocier sur la plupart des différends»; et «utilise la force militaire pour atteindre ses objectifs». Dans chaque cas, plus de 40 p. 100 pensaient que l'affirmation s'appliquait également aux deux pays.

Les changements dans la façon dont la population canadienne perçoit les superpuissances sont particulièrement frappants ici. Le même jeu de questions figurait dans un sondage réalisé en 1984 au Canada par la *United States Information Agency*. À l'époque, la moitié moins de gens, soit moins d'un sur quatre, pensaient que les États-Unis et l'URSS avaient la même volonté de négocier ou étaient aussi dignes de confiance l'un que l'autre dans des négociations. Et beaucoup moins encore estimaient qu'ils cherchaient à dominer le monde ou qu'ils étaient prêts à employer la force.